

WETV, parrainé par le Canada, semblent économiquement incertaines. Qu'on le veuille ou non, c'est la vision du monde de CNN qui l'emporte ainsi sur toute autre.

De même que les Américains considèrent les efforts du Canada pour protéger et promouvoir son secteur culturel comme des obstacles illégitimes au commerce normal et même peut-être comme des atteintes à la liberté d'expression, de même les mesures prises par les pays en développement pour promouvoir et défendre la circulation d'une information nationale ou régionale peuvent être considérées comme des restrictions de la liberté d'expression. Pourtant, les Canadiens semblent déterminés à trouver une manière de promouvoir et de protéger leur culture tout en évitant de porter atteinte à la liberté d'expression. Cet effort prendra de nombreuses formes, encore qu'il semble raisonnable de penser que la solution se trouve dans le compromis typiquement canadien consistant à promouvoir le contenu national tout en assurant aux citoyens l'accès à une gamme remarquablement étendue de sources d'information étrangères, en particulier américaines.

Comme nous ne le savons que trop, les efforts de cette nature deviennent encore plus difficiles dans un contexte où l'évolution technologique, la mondialisation des médias et la libéralisation des échanges se poursuivent à un rythme rapide. En voulant restreindre et contrôler l'action de diffuseurs par satellite tels que CNN et les diverses organisations de Rupert Murdoch par exemple, on risque de se heurter à des difficultés techniques et l'on s'expose aux représailles d'États plus riches et d'instances telles que l'Organisation mondiale du commerce.

Néanmoins, les Canadiens restent déterminés à protéger leur culture d'une façon ou d'une autre, sans égard aux obstacles, et soutiennent que cet effort n'entre absolument pas en conflit avec la liberté d'expression. Nous pouvons à tout le moins proposer notre expérience et notre action à d'autres pays comme source d'inspiration. Qu'ils constituent ou non des mesures appropriées à d'autres contextes, les exigences relatives au contenu national, les limites imposées à la participation étrangère, la réglementation de la publicité et les stimulants fiscaux montrent au moins des voies qu'on pourrait suivre. D'un point de vue plus immédiat peut-être, les progrès de la technologie de l'information, et en particulier Internet, sont manifestement susceptibles de permettre aux médias des pays en développement de faire appel à des sources d'information entièrement nouvelles pour leur couverture de l'étranger, des sources d'une diversité jusqu'à maintenant inconcevable. En même temps, comme nous l'avons déjà dit, cette évolution renforcerait les sociétés civiles autochtones tout en leur permettant d'établir des liens internationaux.

8. Autres questions